

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON AU TITRE DU GUICHET PAYS

AU

FONDS NATIONAL POUR LA PAIX

POUR LE

**PROGRAMME DE RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAYSANNE
ET DE RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES
SUITE AU PASSAGE DE L'OURAGAN STAN
DANS LE DÉPARTEMENT DE SOLOLÁ (GUATEMALA)**

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DU PAYS	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	v
I. CONTEXTE	1
II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA	2
III. LE PROGRAMME PROPOSÉ	2
IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS	4
V. MODALITÉS D'EXÉCUTION	5
VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME	6
VII. RECOMMANDATION	6
APPENDICES	
I. THE NATIONAL RURAL DEVELOPMENT PROGRAMME (LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL)	1
II. INDICATIVE LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE INDICATIF)	2
III. FONAPAZ ORGANIGRAMME (ORGANIGRAMME DU FONAPAZ)	3
IV. DETAILED PROGRAMME BUDGET – IFAD GRANT (BUDGET DÉTAILLÉ DU PROGRAMME – DON DU FIDA)	4
VI. DISBURSEMENT TABLE (TABLEAU DE DÉCAISSEMENT)	5

SIGLES ET ACRONYMES

FONAPAZ	Fonds national pour la paix (<i>Fondo Nacional para la Paz</i>)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

CARTE DU PAYS



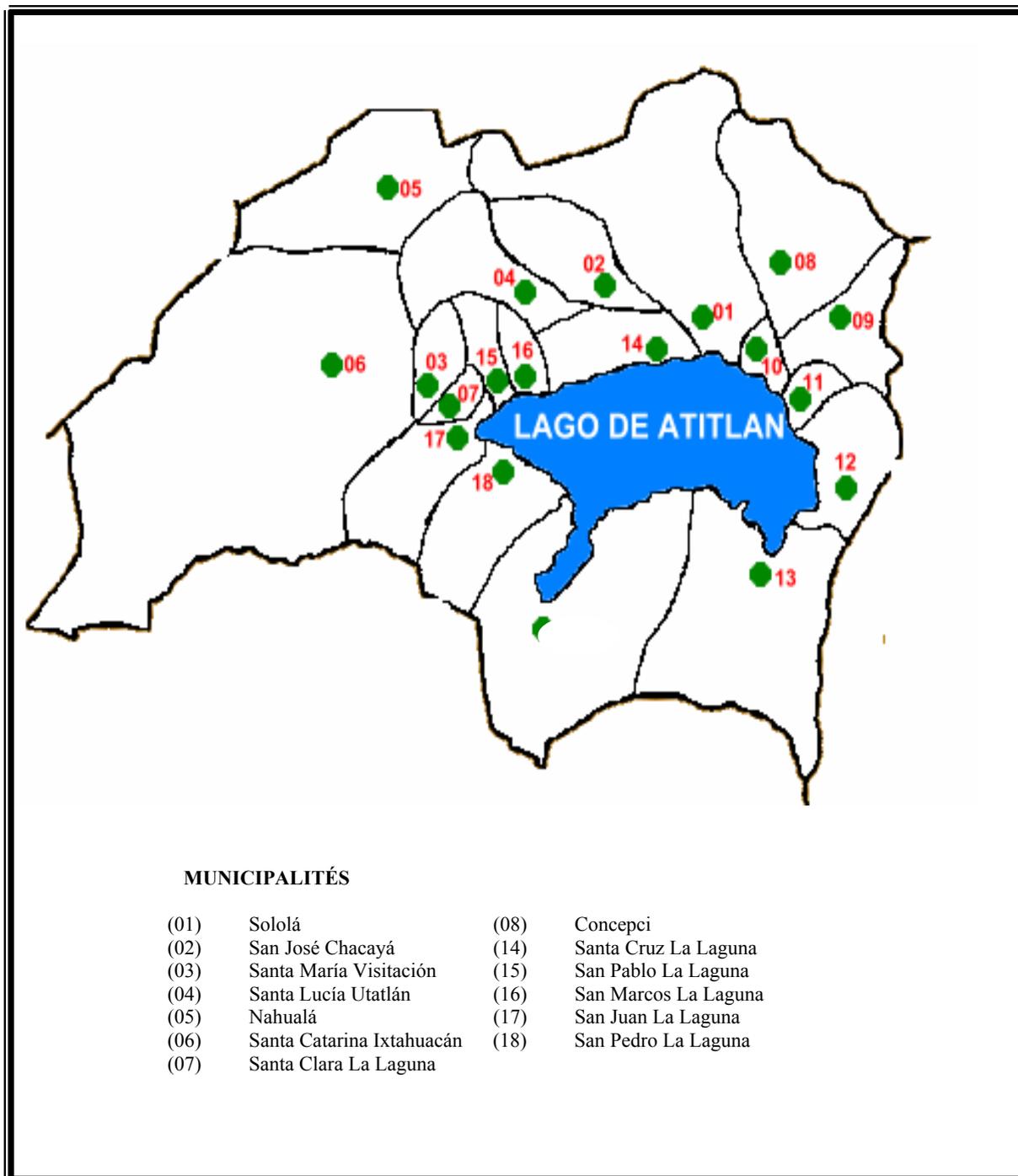
GUATEMALA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: FONAPAZ

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE
DON AU TITRE DU GUICHET PAYS
AU
FONDS NATIONAL POUR LA PAIX
POUR LE
PROGRAMME DE RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAYSANNE
ET DE RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES
SUITE AU PASSAGE DE L'OURAGAN STAN
DANS LE DÉPARTEMENT DE SOLOLÁ (GUATEMALA)

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don au Fonds national pour la paix pour le Programme de relance de la production agricole paysanne et de reconstruction des infrastructures suite au passage de l'ouragan Stan dans le département de Sololá (Guatemala), d'un montant de 500 000 USD sur une période de 12 mois.

I. CONTEXTE

1. En octobre 2005, l'ouragan Stan a ravagé plusieurs régions du Guatemala et d'autres pays d'Amérique centrale, ainsi que divers États situés dans le sud-est du Mexique. Une estimation détaillée des dégâts subis par les infrastructures économiques et sociales est actuellement en cours, mais il est d'ores et déjà établi que l'ouragan s'est abattu sur des régions très densément peuplées et des zones détenant un fort potentiel de production agricole. La catastrophe, qui s'est soldée par des pertes considérables de terrains agricoles, de moyens de production et d'outillage, s'est produite à une période critique pour bon nombre des bénéficiaires de projets financés par le FIDA dans la région, c'est-à-dire peu avant l'époque des semailles en Amérique centrale, en particulier de cultures vivrières aussi vitales que les haricots et le maïs. L'ouragan n'a pas non plus épargné la production de café qui constitue une culture de rente importante pour les petits exploitants et une source de devises pour les pays de la région. Le département de Sololá, qui rassemble principalement des populations autochtones *Tzutuhil*, *Cakchiquel* et *Quiché*, a connu dans plusieurs vallées et bassins versants des inondations et des glissements de terrain d'une telle ampleur que des villages entiers ont été ensevelis sous la boue et les rochers, entraînant des pertes en vies humaines et la destruction de logements ruraux, de terrains agricoles, de routes, de ponts et de dispositifs d'irrigation. La Commission nationale pour la prévention des catastrophes a signalé que 670 personnes avaient péri dans la catastrophe et que 900 autres étaient portées disparues, sans compter les quelque 25 000 logements qui ont été endommagés ou détruits.

2. **Le contexte national et sectoriel.** Après 35 ans de guerre civile, le Gouvernement du Guatemala et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque ont signé un accord de paix en décembre 1996, qui a marqué le début d'une nouvelle ère de stabilité politique et sociale et instauré un contexte favorable au développement économique. La situation macroéconomique du pays est restée stable, mais le gouvernement rencontre bien des difficultés à réduire les niveaux extrêmement élevés de pauvreté rurale. Le secteur agricole représente 24% du PIB du Guatemala, emploie 53% de la population active et génère plus de la moitié du total des recettes d'exportation du pays. La propriété foncière est pour sa part très mal répartie: 2,5% des exploitations du pays contrôlent 65%

des terrains agricoles, tandis que les exploitations d'une taille moyenne de 1,5 hectare (ha), qui représentent 88% du total, occupent 16% des terres. En milieu rural, 40% environ de la population économiquement active ne possède pas de terre, dans un pays confronté à un grave problème de déboisement qui s'explique par l'exploitation commerciale de bois d'œuvre et par l'expansion des terres cultivées aux dépens du couvert forestier. Ce phénomène est en partie responsable de la très grande vulnérabilité de certaines régions aux catastrophes naturelles.

3. **La stratégie du FIDA dans le pays.** Le FIDA intervient au Guatemala depuis 1986. Le portefeuille de prêts du Fonds dans le pays, d'un montant total approchant les 100 millions de USD, couvre sept projets et prêts. Au cours des dix dernières années, la stratégie du FIDA au Guatemala a été axée sur la réduction de la pauvreté, tout en appuyant la pacification, le redressement et le développement des zones ravagées par la guerre. Le Fonds national pour la paix (FONAPAZ), qui a été fondé aux termes de l'accord de paix, est l'institution chargée de l'exécution des projets actuellement menés par le FIDA dans les départements touchés par la guerre. Maintenant qu'il existe, des suites de l'accord de paix, un contexte politique plus démocratique, l'action du FIDA évolue vers une approche de la pauvreté et du développement en milieu rural qui est articulée autour de programmes, menée à l'échelle de tout le pays et globale, en concertation avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. En accord avec l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays, le Fonds a récemment approuvé deux composantes du Programme national de développement rural, qui comporte trois phases (appendice I).

II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA

4. Les dégâts causés par l'ouragan Stan aux terrains agricoles et aux infrastructures de production et de commercialisation risquent fortement de compromettre la production agricole de la prochaine campagne, et pourraient priver les populations des zones touchées des ressources minimales dont elles ont besoin pour assurer leur survie. La situation est particulièrement dramatique, compte tenu des limites matérielles et financières auxquelles se heurtent les groupes visés parmi les populations rurales et autochtones et les économies dans leur ensemble, aux échelons local et national. En outre, la catastrophe a nui aux efforts engagés par le FIDA pour éradiquer la pauvreté rurale dans le pays. D'après certains observateurs, à l'image de catastrophes naturelles du même ordre survenues dans la région, celle-ci pourrait annuler tout progrès économique dans les zones touchées pendant une génération, voire plus. En conséquence, le programme proposé vise à relancer immédiatement l'activité économique générale dans la région retenue par une remise en état des infrastructures essentielles. Les investissements envisagés sont destinés à rétablir la production à son niveau antérieur au passage de l'ouragan Stan, tout en facilitant une transition rapide des secours d'urgence au relèvement, avant que le développement ne reprenne son cours. Plus spécifiquement et dans le but d'optimiser les efforts et l'impact, l'initiative financée par le FIDA, qui apportera des ressources sectorielles nouvelles et ciblées, sera accompagnée en parallèle et complétée par des mesures gouvernementales dans les domaines de l'aide alimentaire et de l'hébergement provisoire, du rétablissement des services sanitaires, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et de l'enseignement avec l'appui d'autres partenaires du développement.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

5. Le programme a pour **objectif général** de contribuer au plus vite à la reconstruction des infrastructures de production agricole dans la zone visée, de façon à relancer la production économique sur un mode durable dans l'intérêt des petits exploitants appartenant aux populations rurales et autochtones de 13 municipalités du département de Sololá. Les **objectifs spécifiques** du programme consistent à: a) assurer la reconstruction ou la réfection de six ponts et le déblaiement de petits tronçons de routes rurales (33 km) encombrées par des rochers et de la terre; b) remettre en état trois systèmes de micro-irrigation, avec pour effet direct de relancer la production agricole des petits exploitants destinée à l'autoconsommation (haricots et pommes de terre) et d'assurer

l'approvisionnement des marchés locaux et départementaux (oignons et tomates); c) reboiser certaines zones en forte pente particulièrement menacées, et reboiser de toute urgence d'autres zones afin de protéger des communautés et des ouvrages d'infrastructure déterminés; et d) fournir des intrants et de l'outillage agricoles aux producteurs, par l'intermédiaire de microbanques et de dépôts administrés par des associations communautaires ou les autorités municipales, en prévision de la prochaine campagne agricole.

6. **Zone du programme et groupes cibles.** La zone d'intervention retenue couvre 13 municipalités du département de Sololá qui ont été parmi les plus durement frappées par l'ouragan Stan. Au total, ces municipalités s'étendent sur une superficie de 697 km² et comptent 220 010 habitants. Exception faite des habitants de la capitale Sololá, les populations touchées se composent très majoritairement de petits producteurs appartenant à un groupe autochtone et d'agriculteurs de subsistance vivant dans de petites communautés rurales mal desservies par les services sociaux essentiels. Ces populations se consacrent à des activités liées à l'agriculture et vivent dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. Dans la région, la pauvreté rurale est principalement associée au manque d'accès à la terre, au morcellement excessif des parcelles, à l'inefficacité des systèmes de commercialisation, et au manque d'accès aux services financiers et aux ressources productives, notamment à l'eau et aux technologies de production. Comme dans les autres zones rurales du pays, les femmes sont généralement plus susceptibles de sombrer dans la pauvreté car elles subissent les effets du conflit armé qui a fait 100 000 veuves et 250 000 orphelins.

7. **Composantes.** Les activités du programme s'articulent autour de quatre composantes: a) remise en état de ponts et de routes rurales; b) remise en état de systèmes de micro-irrigation de petits exploitants; c) reboisement de zones à risque et de zones de protection; et d) ouverture de banques et de dépôts délivrant des intrants et de l'outillage agricoles.

8. **Remise en état de ponts et de routes rurales.** Il sera procédé au déblaiement des routes rurales touchées par les éboulements et les glissements de terrain (33 km) et à la reconstruction ou à la réfection des ouvrages ci-après: a) deux ponts routiers situés entre les municipalités de Santa María Visitación (la ville principale) et Santa Catarina Ixtahuacan, pour permettre aux véhicules de franchir les fleuves Yatza et Palá, et b) quatre petits ponts situés le long d'une route de desserte interne de la municipalité de Concepción, qui traverse une zone critique de micro-irrigation et assure par ailleurs le raccordement avec la route départementale principale.

9. **Remise en état de systèmes de micro-irrigation de petits exploitants.** Les éboulements, la chute d'arbres ainsi que les coulées de terre et de boue ont gravement endommagé les dispositifs de micro-irrigation existants, y compris les canalisations et les installations de régulation du débit. Pour rétablir le fonctionnement de ces systèmes tel qu'il était avant le passage de l'ouragan Stan, il faudra des matériaux indispensables; les bénéficiaires fourniront la main-d'œuvre non spécialisée. Les systèmes de micro-irrigation qui seront réparés sont ceux qui sont administrés par: a) sept comités chargés de l'irrigation dans la municipalité de Concepción, couvrant 34 ha de terres irriguées et bénéficiant à 120 familles; b) l'association Tzolojya «El Pancá» dans la municipalité de Sololá, couvrant 13,0 ha de terres irriguées et bénéficiant à 45 familles; et c) l'association Xibalbay chargée de l'irrigation dans la municipalité de Sololá, couvrant 47 ha de terres irriguées et bénéficiant à 250 familles.

10. **Reboisement de zones à risque et de zones de protection.** L'ampleur des glissements de terrain s'explique principalement par la pratique généralisée de déboisement des zones en forte pente le long des bassins versants des fleuves. En se fondant sur les évaluations en cours, les autorités municipales ont identifié les zones à risque qu'il est le plus urgent de reboiser. Trois municipalités (Sololá, Santa Clara La Laguna et Nahualá) ont déjà entrepris des activités de reboisement, autant que le leur permettent les ressources extrêmement minces à leur disposition, tandis que d'autres en ont exprimé la nécessité. Les trois municipalités susmentionnées reçoivent l'appui d'agents forestiers et

ont créé des structures pour la production de matériel végétal. Elles se sont par ailleurs familiarisées avec les activités de sensibilisation et de promotion auprès de la population de la région. Outre le reboisement, des mesures de conservation des sols seront prises au titre de cette composante, avec l'appui technique du personnel du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. En tout, la surface destinée à être reboisée est estimée à 300 ha, répartis sur cinq municipalités. Cette composante permettra de financer la production de végétaux destinés à la plantation à l'échelon municipal, et le reboisement des zones à haut risque et des zones prioritaires; les fonds couvriront l'achat d'outils et d'intrants pour accroître la production avec les moyens existants (semences, produits agrochimiques et engrais), le paiement du personnel non qualifié et des techniciens locaux, et la promotion du reboisement. Le coût du reboisement sur le terrain sera réparti à parts égales sous la forme de travail rémunéré et de travail bénévole par les membres des communautés. Les journées de travail rémunérées revêtent d'ailleurs une importance critique à l'échelle des ménages et des communautés, en l'absence d'autres perspectives d'emploi pendant la période actuelle de transition des secours d'urgence au redressement.

11. **Création de banques et dépôts délivrant des intrants et de l'outillage agricoles.** L'ouragan a endommagé les terrains agricoles des petits producteurs de la zone traversée et diminué leurs actifs productifs essentiels. Plus grave encore, la production potentielle de la campagne agricole de 2006 est fortement menacée, qu'il s'agisse des cultures vivrières et maraîchères ou du café, pour lequel les producteurs devront commencer à remplacer les plants qui ont été emportés (moins de 0,3 ha par exploitant). Pour surmonter de telles difficultés, des microbanques et des dépôts délivrant des intrants et de l'outillage agricoles seront créés dans dix municipalités; ces établissements seront gérés par des coopératives de producteurs, des associations ou par les autorités municipales. Les associations responsables recueilleront des données sur les demandes spécifiques visant à obtenir les prestations en question, et transmettront ces informations au comité exécutif du programme. Ce dernier fournira le matériel à l'entité chargée des dépôts locaux (semences, produits agrochimiques, outillage, etc.). Les dépôts, qui s'inscrivent intrinsèquement et délibérément dans une démarche visant à assurer la continuité, l'expansion de la production et la capitalisation de l'agriculture, fonctionneront dans toute la mesure du possible comme des «microbanques» locales; c'est par leur intermédiaire que les associations chercheront à recouvrer, lors de futures campagnes agricoles, les intrants qui auront été fournis maintenant. La composante bénéficiera à 2 280 producteurs et couvrira 570 ha. En coordination avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le système garantira qu'il n'y aura pas de doubles emplois dans la prestation, par le programme et par le ministère, de services d'appui aux bénéficiaires visés.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

12. **Les bénéficiaires du programme.** Le programme proposé, dont les besoins en ressources sont modestes, devrait néanmoins bénéficier directement à 220 000 habitants de 13 municipalités. Les bénéficiaires potentiels tels qu'ils ont été identifiés se répartissent comme suit: 7 300 ménages de petits exploitants pauvres, appartenant à des populations rurales et autochtones de la zone d'intervention retenue, qui produisent des céréales de base essentiellement pour leur propre consommation (60% des bénéficiaires); de petits producteurs de café dont l'exploitation ne dépasse pas 0,3 ha (35% des bénéficiaires); et de petits agriculteurs ayant accès à l'irrigation (0,3 ha) (5% des bénéficiaires). Les résultats escomptés seront obtenus par: a) la réfection de certains ponts et le déblaiement de tronçons déterminés de routes rurales, au profit de 5 300 familles rurales; b) la remise en état de dispositifs de micro-irrigation qui ont été endommagés, dans l'intérêt d'approximativement 415 des ménages sélectionnés; c) le reboisement de 300 ha de zones en forte pente, qui bénéficiera aux 220 000 habitants des 13 municipalités et assurera la protection des cinq municipalités les plus menacées; et d) le retour à un niveau minimum de production agricole sur une superficie de 570 ha par la fourniture, administrée localement, de l'outillage et des intrants dont ont besoin 2 280 producteurs de dix municipalités.

13. **Avantages économiques.** La remise en état des ponts, des routes de desserte et d'autres infrastructures contribuera à l'accroissement des revenus et au rétablissement de liaisons commerciales dynamiques entre les économies locales, tandis que la reprise de la production et de la productivité aura à son tour des effets bénéfiques sur la sécurité alimentaire et les revenus. Le programme aura par ailleurs une incidence favorable sur l'environnement, grâce au reboisement mais aussi à l'amélioration des conditions de vie en général. Les risques associés à l'exécution du programme sont jugés faibles, car le programme pourra compter sur la forte adhésion des bénéficiaires et des autorités locales, sur l'expérience de la mise en œuvre acquise par le FONAPAZ et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, et sur la participation concertée de ces derniers.

14. **Innovation.** À la lumière des premières données d'expérience découlant de la mise en œuvre du programme national dans le pays, il est prévu d'appliquer une méthode locale, souple et participative aux activités d'évaluation des besoins, de définition des priorités et d'affectation des ressources. Il sera également tenu compte des sexospécificités pendant l'exécution; pour sa part, la conception du programme implique de réaliser le suivi et évaluation spécialement dans le but de tirer des enseignements fondamentaux qui soient utiles à la prévention et à l'atténuation des effets des catastrophes naturelles ainsi qu'au redressement.

V. MODALITÉS D'EXÉCUTION

15. La responsabilité de l'exécution du programme sera confiée au FONAPAZ, organisme relevant du Secrétariat de la Présidence, tandis que la réalisation des activités sur le terrain fera intervenir directement le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et l'alimentation en ce qui concerne le reboisement, avec le concours des municipalités et des groupements de producteurs. Le bureau de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) prendra en charge l'administration financière du programme. L'exécution du programme sera assurée par les services de gestion des projets du FONAPAZ (appendice III) et sera supervisée par le responsable de programme de pays du FIDA.

16. **Administration financière.** Afin de garantir l'exécution et la transparence opérationnelle, et l'utilisation correcte des ressources attendues au titre du don proposé, la gestion comptable sera confiée à la sous-direction du FONAPAZ pour l'administration. En complément, le PNUD sera chargé de l'administration financière. La coopération avec le PNUD, qui participe à l'administration d'autres programmes de secours d'urgence et de reconstruction, apportera donc une plus grande cohérence à l'action globale en faveur du développement. Le bureau du PNUD recevra les fonds du FIDA et procédera aux décaissements correspondants selon les instructions du FONAPAZ en fonction de l'exécution effective du programme. Les passations des marchés concernant les biens, les services et les ressources humaines seront effectuées conformément à la réglementation nationale et aux directives révisées du FIDA en la matière. Le FONAPAZ et le PNUD tiendront des écritures et une comptabilité financière séparées pour le don. Le rapport d'audit sera présenté six mois au plus tard après la fin de l'exercice financier. Un accord subsidiaire entre le FONAPAZ et le PNUD sera signé sous réserve de l'approbation du FIDA.

17. Le **suivi et évaluation** sera réalisé par l'unité compétente des services de gestion des projets. Cette unité aura pour mission d'apprécier la progression de l'exécution du programme par rapport au plan de travail et d'après la série d'indicateurs de suivi et évaluation (appendice II: cadre logique indicatif), mais également de préparer des rapports trimestriels sur les activités et les résultats et le rapport d'achèvement du programme. Les activités de suivi et évaluation commenceront dès le démarrage du programme de manière à tirer et à réunir les principaux enseignements découlant de ces expériences de reconstruction et de relance économique. Les données d'expérience seront mises à profit dans le cadre des projets en cours au Guatemala et dans d'autres pays d'Amérique centrale, et

auront un rôle déterminant dans la conception de la troisième phase prévue du Programme national de développement rural.

VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

18. Les investissements seront réalisés sur une période de 12 mois. Les ressources accordées au titre du don du FIDA, estimées à 500 000 USD, seront versées en trois fois: un premier décaissement d'un montant de 206 325 USD, un deuxième décaissement de 137 575 USD, et un troisième et dernier décaissement de 156 100 USD. La fréquence des décaissements sera décidée par le FIDA et le FONAPAZ et sera fonction de l'avancement de l'exécution. Les fonds apportés au titre du don seront ventilés comme suit: a) remise en état de ponts et de routes rurales: 110 000 USD (22%); b) remise en état de dispositifs de micro-irrigation de petits exploitants: 69 750 USD (14%); c) reboisement de zones à risque et de zones de protection: 135 000 USD (27%); et d) création de banques et de dépôts délivrant des intrants et de l'outillage agricoles: 185 250 USD (37%) (appendice V).

19. **Cofinancement.** Outre la main-d'œuvre locale qui sera fournie par les bénéficiaires directs, les salaires des agents techniques et du personnel de gestion mobilisés seront pris en charge par le FONAPAZ, ce qui sera considéré comme une contribution financière du gouvernement fédéral au programme. De même, l'assistance technique que le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation apportera aux municipalités et aux groupements de producteurs pour mener à bien les activités de reboisement et de conservation des sols sera assimilée à une contribution financière complémentaire. Ces modalités seront formalisées dans le futur accord entre le FONAPAZ, le ministère et les municipalités, qui autorisera par ailleurs l'établissement d'une base de données commune sur les individus et les communautés bénéficiaires, avec des informations sur l'aide apportée.

VII. RECOMMANDATION

20. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, pour financer le Programme de relance de la production agricole paysanne et de reconstruction des infrastructures suite au passage de l'ouragan Stan dans le département de Sololá (Guatemala), fera un don ne dépassant pas cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD), sur une période de douze mois, au Fonds national pour la paix à des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

THE NATIONAL RURAL DEVELOPMENT PROGRAMME

1. During the last seven years, IFAD country strategy has aimed at poverty reduction while supporting the pacification, reconstruction and development of war torn areas. Thus, since 1995, from the onset of the peace negotiations, IFAD and the Government started operations in war affected areas. The National Peace Fund (FONAPAZ), created as a result of the peace accord is the institution responsible for implementing current ongoing IFAD projects. Under the more democratic political scenario created by the peace accord, efforts have been re-directed toward a programmatic nationwide comprehensive approach to rural poverty and rural development. The Government Plan 2004-2008 includes as high priority items: (i) the reduction of poverty and extreme poverty; and (ii) social and economic development of rural areas. Thus the current strategic framework for IFAD operations in Guatemala is oriented to the improvement of the social, political and economic conditions of vulnerable rural populations (Guatemala: country strategic opportunities paper – COSOP. January, 2003).

2. Thus IFAD country strategies based on government policies and the preliminary conclusions of the Intersectoral Dialogue Table for Rural Development, implemented under the peace accord it was agreed that IFAD lending programme should be directed toward the creation and consolidation of the *National Rural Development Programme* under MAGA responsibility and with a phased approach. The first operation already approved by IFAD Board in December, 2003 the “*National Rural Development Programme - Phase I: Western Region*” covers the departments with the poorest municipalities of Guatemala (Huehuetenango, San Marcos, Quetzaltenango, Totonicapan and Sololá), which also concentrate over 60% of the country’s indigenous population. The second operation “*National Rural Development Programme: Central and Eastern Regions*” covers poor municipalities and departments (El Progreso, Jalapa, Zacapa, Jutiapa and selected poor municipalities of Santa Rosa) that include an important (30%) segment of the country’s rural poor. The third operation, “*National Rural Development Programme: The Country*” will complete the coverage of the country’s most important areas concentrating indigenous communities and rural poor. The *National Rural Development Programme* will be an integral part of MAGA institutional structure with budgetary and operational sustainability.

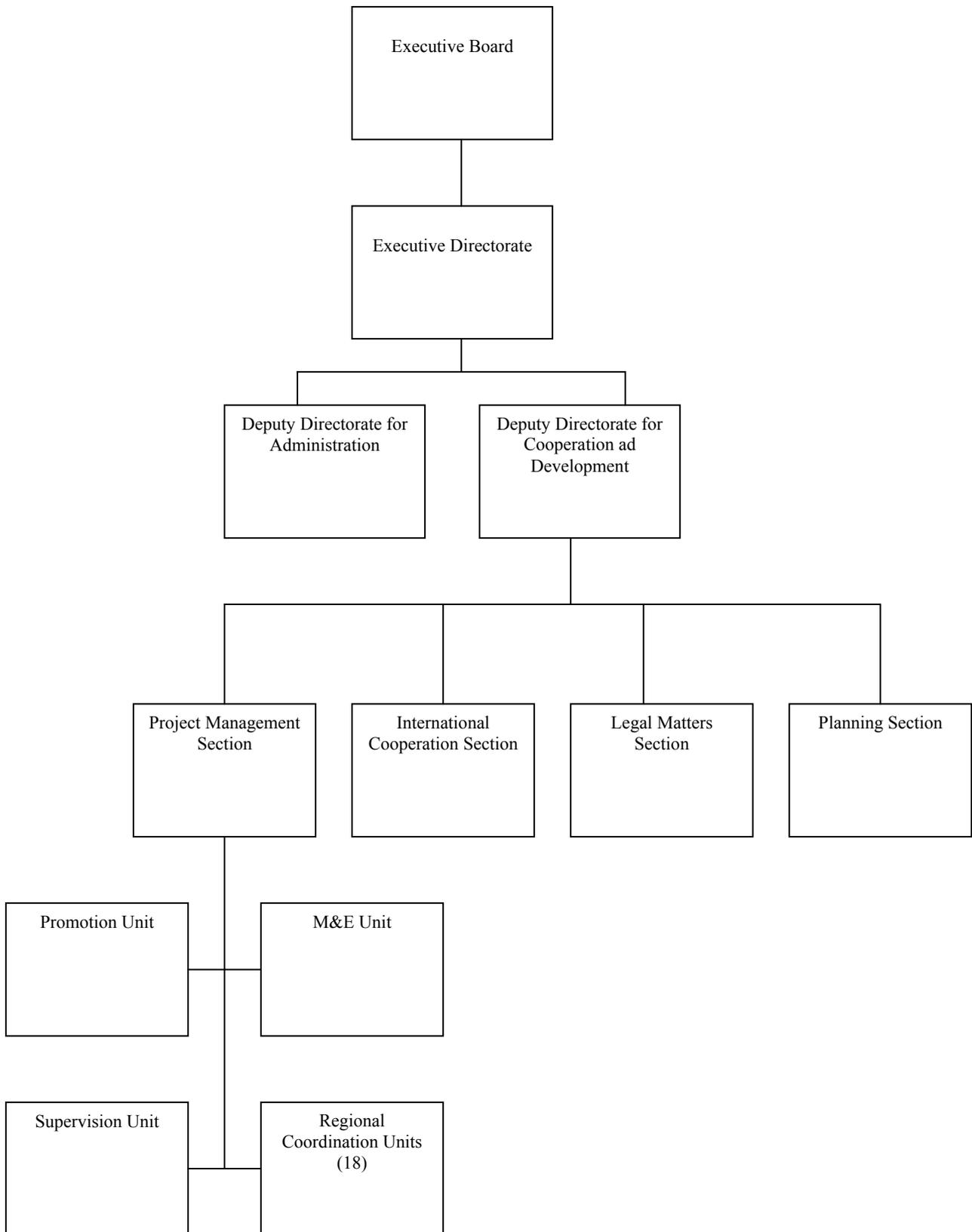
3. Proposed efforts require the construction and strengthening of strategic institutional partnerships within the government public sector and other multilateral and bilateral donors but particularly with grass root civil and society organizations. IFAD country operations are seeking the cooperation and active participation of beneficiary groups, as well as from local and national public and private organizations working with vulnerable populations. The decentralization efforts of the Government provide an adequate vehicle to establish a more democratic demand-led participatory approach to rural poverty reduction.

INDICATIVE LOGICAL FRAMEWORK

OBJECTIVES	INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
OBJECTIVES			
To contribute to the reconstruction of infrastructure for sustainable agricultural production in 13 municipalities of the Sololá Department, affected by Hurricane Stan.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The area cultivated and production harvested during the 2006 season is restored to average pre-Hurricane Stan levels in each of the municipalities 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Work plan; quarterly reports; programme completion report ▪ Surveys among beneficiaries ▪ Regional agricultural production reports ▪ M&E report on lessons learnt 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ No other disasters or events prevent the launching of the reconstruction efforts/works and agricultural working seasons
OUTPUTS			
Six bridges and sections of rural feeder roads, reconstructed/rehabilitated	<ul style="list-style-type: none"> ▪ No. of bridges rebuilt/rehabilitated ▪ Vehicle traffic flow restored (no. of vehicles circulating) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Field supervision reports of works by Programme Executive Coordination (CEP) ▪ Technical reports and photographs of completed work 	
Three key micro-irrigation systems with direct impact on the production reactivation of smallholder agriculture, rehabilitated	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Irrigated area under restored operation ▪ No. of families reincorporated to agricultural production 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Field supervision reports by CEP ▪ Technical reports and photographs of each completed work 	
Selected steep-sloped areas under particular risk and others that are urgently required as protection for identified communities, reforested	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Planting material produced ▪ Reforested area ▪ Volume of plants ▪ Area under soil conservation treatment 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Field supervision reports of works by CEP ▪ Technical reports and photographs of each completed work 	
Community-run banks/supply outlets for agricultural inputs and tools, established to meet the needs of small producers for the approaching agricultural working season	<ul style="list-style-type: none"> ▪ No. of associations/organizations and municipalities participating in programme ▪ No. of producers benefiting from programme ▪ Volume and value of inputs/tools supplied ▪ Delivery date of inputs supplied ▪ Volume and value of inputs/tools recovered for fund capitalization 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agreements established between CEP and associations or municipalities ▪ Contracts between individual producers and associations ▪ Minutes of producer associations meetings/assemblies 	

APPENDIX III

FONAPAZ ORGANIGRAMME



APPENDIX IV

DETAILED PROGRAMME BUDGET – IFAD GRANT

Component / Project	Units	Beneficiaries (families)	Cost (USD)	
			Project	Component
Rehabilitation of Bridges/Rural Roads				110 000
. Sta. María Visitación-Guineales Road	2 bridges	5 000	75 000	
. Cleanup/Repair of Road Sections	33 km	5 300	10 000	
. Bridge Rehabilitation of Concepción Road	4 bridges	300	25 000	
Rehabilitation of Smallholder Micro-Irrigation				69 750
. Seven Committes - Concepción Irrigation	34 ha	120	24 750	
. Micro-Irrigation Association - Xibalbay	47 ha	250	32 000	
. Micro-Irrigation Association - Tzolojya 'El Pancá'	13 ha	45	13 000	
Reforestation of Risk and Protection Zones				135 000
. Municipality Sta. Clara La Laguna (Watershed Jacala Rive	100 000 plants	n/a	45 000	
. Municipality Nahualá (Smallholder Lands)	100 000 pl	n/a	45 000	
. Municipality S. Juan La Laguna (Municipal Lands)	40 000 pl	n/a	18 000	
. Municipality S. Marcos La Laguna (River Watershed)	40 000 pl	n/a	18 000	
. Municipio Concepción (Panajachel River Watershed)	20 000 pl	n/a	9 000	
Banks/Outlets for Agricultural Inputs/Tools				185 250
. Municipality Santa Clara La Laguna	30 ha	120	9 750	
. Municipality San Juan La Laguna	120 ha	480	39 000	
. Municipality San Pedro La Laguna	80 ha	320	26 000	
. Municipality San Pablo La Laguna	30 ha	120	9 750	
. Municipality San Marcos La Laguna	30 ha	120	9 750	
. Municipality San José Chacaya	40 ha	160	13 000	
. Municipality Santa Lucía Utatlán	40 ha	160	13 000	
. Municipality Santa María Visitación	30 ha	120	9 750	
. Municipality Santa Cruz La Laguna	20 ha	80	6 500	
. Municipality Santa Catarina Ixtahuacan	150 ha	600	48 750	
TOTAL COST				500 000

costo total de reforestación 0.45 USD/pl
monto unitario de insumos 325 USD/ha

Table 3: Disbursement Table

COMPONENTS	DISBURSEMENTS						TOTAL	
	First		Second		Third		% USD	USD
	%	USD	%	USD	%	USD		
Rehabitaion of Bridges and Rural Roads	33%	36 000	34%	37 000	33%	37 000	100%	110 000
Rehabilitation of Smallholder Micro-Irrigation	100%	69 750	0%	0	0%	0	100%	69 750
Reforestation of Risk and Protection Zones	34%	45 000	33%	45 000	33%	45 000	100%	135 000
Banks for Agricultural Inputs and Tools	30%	55 575	30%	55 575	40%	74 100	100%	185 250
TOTAL	41%	206 325	28%	137 575	31%	156 100	100%	500 000